

V

VALAIS EXCELLENCE

Les entreprises qui font briller le canton

S

AGENDA 2030 DÉFIS ET OBJECTIFS POUR LE VALAIS

ÉNERGIE

Chauffer la ville
de demain

TABLE RONDE

La durabilité dans
les entreprises

MOBILITÉ

Du vélo au rail,
transport vert des
marchandises

TOURISME

Chez Buchard,
on prend soin
des employés



IMPRESSUM

N°5 / Hiver 2019-2020

Editeur

Valais excellence

Tirage

42 000 exemplaires

Textes

Geneviève Hagmann

Photos

Romain Vuille,
Kevin Manand,
Lindaphoto

Graphisme

Enzed, Mélanie &
Nicolas Zentner,
Mathieu Moret

★★★ Le Conseil d'Etat veut positionner le Valais comme un pôle leader de développement durable. Il a sélectionné dix objectifs de l'Agenda 2030 de l'ONU et mis en place une direction stratégique pour accompagner leur réalisation, avec l'appui de la FDDM.

Carte d'identité

- ★ Service de l'agriculture, Etat du Valais
 - ★ Entraîne l'agriculture valaisanne dans une dynamique de valeur ajoutée économique et environnementale
 - ★ 116 collaborateurs
 - ★ Chargé de la direction stratégique et opérationnelle de l'Agenda 2030
- Certification 2011



SERVICE DE L'AGRICULTURE, ÉTAT DU VALAIS

Le Valais durable fait un bond en avant

Le Canton s'engage depuis vingt ans en faveur du développement durable. Il profite des nouveaux objectifs des Nations Unies à l'horizon 2030 pour passer à la vitesse supérieure. Son ambition: devenir un territoire moteur du développement durable dans l'arc alpin. «Le Conseil d'Etat a décidé d'agir dans plusieurs domaines d'activité, avec par exemple une vision énergétique qui tend vers un approvisionnement en ressources 100% renouvelables et indigènes: la transformation de notre système énergétique n'est pas seulement souhaitable, mais aussi faisable et financable. Ensemble, nous le ferons!» assure le conseiller d'Etat Roberto Schmidt, président du gouvernement.

Dix objectifs

Dix thèmes ont été sélectionnés parmi les 17 objectifs de l'Agenda international (voir ci-contre). Chacun a été adapté aux enjeux valaisans et doté de lignes stratégiques précises. Afin de les atteindre, l'Etat établit un programme opérationnel, avec une description des projets phares et des ressources budgétaires. Mais la démarche ne s'arrête pas là. Pour se montrer innovante et inspirante, l'institution se doit elle-même d'être exemplaire. Elle doit respirer, penser, agir «durable». Et s'assurer de l'adhésion et de l'engagement de tous les services cantonaux. C'est pourquoi l'Etat s'est doté d'une direction stratégique et opérationnelle (DSOP), où les cinq départements et le gouvernement sont représentés. La présidence a été confiée au chef du Service de l'agriculture Gérald Dayer. Un choix qui ne doit rien au hasard, comme l'explique le concerné: «L'agriculture est un secteur très touché par le réchauffement climatique, un des défis majeurs en matière de durabilité, et peut apporter une partie de la solution. Grâce à ce dispositif transversal, nous intégrons le développement durable de manière organique dans le fonctionnement

de l'Etat. C'est un changement de culture qui s'amorce. Le but est de déclencher le réflexe durable dans les processus et décisions de tous les services.» La DSOP a pour mission de mettre en œuvre les objectifs et le programme de l'Agenda 2030, avec l'accompagnement de la Fondation pour le développement durable des régions de montagne (FDDM). Elle a lancé un appel à projets auprès des services, afin que des idées innovantes et

positives émergent en partenariat avec des acteurs de la société et de l'économie (lire pages suivantes). Ses priorités pour 2020: ajouter l'enjeu de la «durabilité» dans tous les messages du Conseil d'Etat au Grand Conseil et dans d'autres processus de prise de décision au sein de l'administration cantonale, démarrer son plan d'actions avec une sélection de projets concrets, et lancer des actions en lien avec des sujets jugés urgents.





« *Le but est de déclencher le réflexe durable dans les processus et décisions de tous les services.* »

Gérald Dayer, président de la DSOP

Un guichet pour donner l'impulsion

Le Valais est le seul canton à disposer d'une fondation à son service, entièrement dédiée au développement durable. La Fondation pour le développement durable des régions de montagne (FDDM), qui œuvre depuis vingt ans, est aujourd'hui fortement impliquée dans la coordination de l'Agenda 2030. C'est aussi elle qui fait office de « guichet développement durable » pour les services de l'Etat, les communes, les écoles, la société civile et les entreprises. « Nous avons un certain nombre de jours à disposition pour chaque public.

Parfois, il suffit de quelques heures de discussion pour trouver une solution durable à un problème spécifique ou pour aider à préciser un projet », explique Eric Nanchen, directeur de la FDDM. Avec ses onze collaborateurs spécialisés, la fondation fournit également des prestations ciblées par le biais de mandats. Par exemple, les écoles lui demandent de monter des journées thématiques autour des déchets ou de l'eau. Les communes la sollicitent pour animer des ateliers participatifs ou lancer une réflexion sur une fusion. « Dans ces mandats de prestations auprès des collectivités ou des associations, nous jouons souvent le rôle de facilitateur et de coordinateur », résume Eric Nanchen. Coordonner la mise en place d'un potager urbain, faciliter une réflexion sur une gestion durable de ses déchets, mettre sur pied une formation continue sur la biodiversité, contribuer à l'adaptation des territoires au changement climatique, réaliser des moyens de communication pour inciter les restaurants collectifs à prendre davantage de produits valaisans, etc. Grâce à la force de frappe de la FDDM, le développement durable se traduit en actions concrètes.



L'équipe de la FDDM, qui coordonne l'Agenda 2030.

LES DIX OBJECTIFS RETENUS PAR LE CANTON



Consommation et production

Réduction de l'impact environnemental des modes de production et de consommation et amélioration des conditions sociales de production



Développement territorial, mobilité et infrastructures

Valorisation du patrimoine architectural et construit, utilisation économe du territoire et des ressources, sécurité et qualité de vie pour la population



Energie et climat

Valorisation des ressources énergétiques indigènes et renouvelables, réduction des émissions de gaz à effet de serre et adaptation au changement climatique



Ressources naturelles

Application du principe de précaution dans l'utilisation des ressources naturelles et valorisation de ces dernières pour une réduction de l'impact des activités humaines



Système économique

Concentration sur une croissance qualitative pour assurer une prospérité de la population sans dépassement des limites écologiques



Formation, recherche, innovation

Renforcement de la formation, de la recherche et de l'innovation pour assurer la résilience et la capacité d'adaptation des individus et de la société



Lutte contre la pauvreté

Réduction des risques de précarité et garantie du minimum vital pour tou-te-s



Cohésion sociale et égalité des genres

Réduction de tous types d'inégalité, promotion de l'égalité des chances et développement de perspectives d'avenir pour chacun-e dans une société ouverte et respectueuse des identités



Santé

Maintien de l'accès pour tou-te-s à des conditions de vie et à des prestations qui favorisent une bonne santé, un bien-être physique et psychique



Exemplarité

Renforcement de l'intégration des dimensions économiques, environnementales et sociales dans toutes les actions de l'administration cantonale

★★★ La mise en œuvre de l'Agenda 2030 passe par un programme de développement durable, qui bénéficie en 2020 d'un soutien financier d'un million de francs pour des projets innovants. Les services de l'Etat ont été appelés à donner leurs idées. Zoom sur cinq projets retenus par le Conseil d'Etat.

« TOILES DE VIES »

Une nouvelle filière textile locale

Proposé par le Service de l'action sociale

L'idée a germé dans un cours de langue à l'Office de l'asile. En apprenant le français à des femmes du Moyen-Orient et d'Afrique, Maria Garrido Otoy a réalisé qu'elles avaient de l'or au bout des doigts. « Elles excellent dans l'art du tissage, alors que les héritières de ce savoir-faire en Valais luttent pour conserver et perpétuer ce qui reste. J'y ai vu alors une convergence d'intérêts entre la sauvegarde de cette belle tradition valaisanne et l'autonomie financière des femmes migrantes, à travers la production de pièces emblématiques pour le marché touristique, principalement. » Des partenariats sont envisagés notamment avec la Fondation Marie Métrailler, qui souhaite réhabiliter l'atelier de tissage d'Evolène. Cette activité textile se profile aussi comme une réponse aux attentes d'une mode plus éthique. En relançant la filière de la laine, des fibres végétales et des colorants naturels en Valais, il serait possible de créer des vêtements au goût du jour, d'origine 100% locale. Afin de pouvoir passer à l'action, les tisserandes ont besoin de compétences en entrepreneuriat. Les moyens fournis dans le cadre de l'Agenda 2030 seront consacrés à l'acquisition de ces connaissances. « C'est un changement de paradigme. Cette croyance selon laquelle les migrants ne font que recevoir s'inverse: avec ce projet, leur apport sera visible, utile et valorisant », conclut Maria Garrido Otoy.



Maria Garrido Otoy,
de l'Office de l'asile.

Des actions exemplaires à réaliser dès 2020



Stéphane Glassey,
responsable de
l'Inspection du travail.

QUALITÉ DES SOINS Prendre soin de ceux qui soignent

Proposé par le Service de protection des travailleurs et des relations du travail

Existe-t-il un lien entre la qualité des soins et la qualité des conditions de travail du personnel soignant? Le Service de protection des travailleurs (SPT) a voulu en avoir le cœur net. Il a mandaté la HES-SO Valais afin de mener une enquête auprès des professionnels de la santé. « Nous avons obtenu plus de 1200 réponses, un très bon score pour un sondage. Cela démontre l'intérêt des concernés pour ce sujet », commente Stéphane Glassey, responsable de l'Inspection du travail. Les résultats de l'étude valident l'hypothèse de base: lorsque les soignants souffrent dans leur cadre de travail, ils s'estiment moins performants auprès de leurs patients. Il s'agit par exemple de maux physiques dus à une mauvaise ergonomie sur le lieu de travail, de fatigue liée à des horaires inadaptés ou de pressions psychologiques dans le cadre de la gestion d'équipe. Or, la qualité des soins s'affiche comme l'objectif numéro 1 de toutes les entreprises sanitaires du canton. « Si les employeurs ne prennent pas suffisamment en compte la santé de leur personnel, ils ne pourront pas atteindre cet objectif. Notre but, c'est de les alerter et de leur fournir recommandations et conseils », explique Stéphane Glassey. Le détail de l'étude sera rendu public en fin d'année. Dans la foulée, le STP investira dans les moyens de communication nécessaires pour informer les institutions.

Vincent Ebenegger,
responsable Sport et école.



VÉLOBUS Apprendre à pédaler jusqu'à l'école
Proposé par le Service de l'enseignement

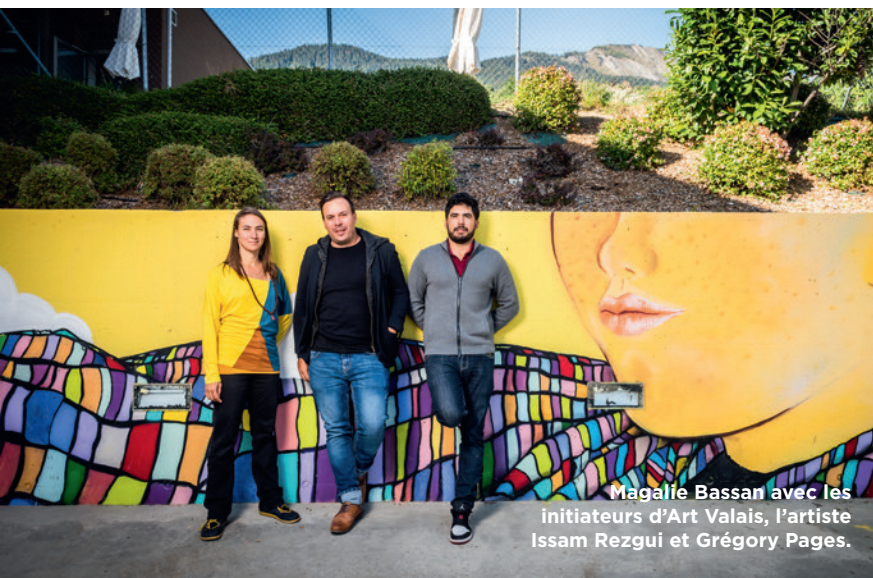
Accompagner les jeunes cyclistes sur le chemin de l'école, sur le même modèle que le Pedibus: ce concept pourrait voir le jour en Valais! «Beaucoup de parents craignent de laisser leur enfant circuler à vélo, pour des raisons de sécurité. Le problème, c'est qu'ils continuent de les amener en voiture, créant du trafic dangereux aux abords des centres scolaires. C'est le serpent qui se mord la queue», constate Vincent Ebenegger, responsable Sport et santé à l'école au Service de l'enseignement. D'où l'idée de mettre en place des lignes de Vélobus, qui permettent aux plus jeunes d'être encadrés et guidés par des adultes lorsqu'ils pédalent jusqu'à l'école. En partenariat avec l'Association transports et environne-

ment (ATE), le Service de l'enseignement propose de lancer un projet-pilote dans six communes dès 2020, réparties sur les trois régions principales du canton. La création d'une ligne officielle de Vélobus demande une certaine organisation: il faut étudier un parcours sûr, former des parents volontaires et organiser le relais entre accompagnants. «En offrant un concept clés en main aux communes, j'espère que la formule prendra plus facilement. Les enfants qui apprennent à circuler avec le Vélobus garderont plus facilement cette habitude dans leurs déplacements quotidiens.» En plus de promouvoir la sécurité routière et le mouvement, ce projet fait du bien à la mobilité durable.

ART VALAIS

Sensibiliser à la préservation de l'eau
Proposé par le Service de la mobilité

Imaginez des façades de bâtiments entièrement recouvertes de fresques artistiques... Ce projet fou, l'association Art Valais est en train de le réaliser, en partenariat avec l'Etat du Valais et 50 communes. Des artistes suisses et internationaux reconnus seront invités à créer des œuvres uniques, en lien avec le patrimoine local et l'environnement. D'Obergoms à St-Gingolph, ces interventions artistiques créeront une nouvelle offre culturelle, gratuite et accessible toute l'année. Le premier parcours va s'inspirer de l'eau, ressource précieuse et importante pour le Valais. «Nous voulons sensibiliser la population à ce thème, faire prendre conscience de la valeur de l'eau et du rôle essentiel qu'elle joue sur notre territoire. A travers ces œuvres de rue, les villages pourront redynamiser leur image et offrir une nouvelle attraction touristique», commente Magalie Bassan, cheffe de projet à la FDDM et au Service de la mobilité. Murs, maisons, ponts... Les surfaces disponibles ne manquent pas. Elles sont en cours de sélection par les communes intéressées. Un comité thématique et un jury artistique assurent la cohérence de l'ensemble. Les premières peintures vont apparaître dans les villes et villages du canton en 2020. L'entier de ce parcours dédié à l'eau devrait être réalisé d'ici à la fin 2021.



Magalie Bassan avec les
initiateurs d'Art Valais, l'artiste
Issam Rezgui et Grégory Pages.



Bruno Abgottspon,
chef du SCN.

**MOBILITÉ Promouvoir les véhicules
électriques et hybrides**
Proposé par le Service de la circulation
routière et de la navigation

Pour réduire les émissions de CO₂, le Conseil d'Etat souhaite qu'une part plus significative de véhicules neufs immatriculés en Valais soient électriques ou hybrides en 2023. Or, cette part atteint à peine 3% actuellement. Pour y arriver, il a prévu de donner une visibilité à cette motorisation alternative par le biais d'une campagne de communication. «Les gens se posent beaucoup de questions sur la mobilité électrique et ne sont pas toujours suffisamment informés de ses avantages. Je suis convaincu que l'Etat a un rôle important à jouer dans ce domaine», explique Bruno Abgottspon, chef du Service de la circulation routière et de la navigation (SCN). Où et comment recharger sa voiture? Quelle est la durée de vie des batteries? Est-ce que ces véhicules sont vraiment écologiques? En donnant des réponses claires aux citoyens, le SCN espère convaincre une partie des automobilistes de se convertir à une motorisation moins polluante en acquérant un véhicule électrique ou hybride.